

Asie du Sud-Est La fin des parenthèses démocratiques

De Rangoun à Manille, dans le sillage du modèle chinois, les nouvelles classes moyennes de la région subissent un recul des libertés politiques, en échange de la croissance économique et de la stabilité

BRUNO PHILIP
BANGKOK - correspondant

La plupart des nations du Sud-Est asiatique ont désormais refermé les parenthèses démocratiques – ou considérées comme telles – que certaines d'entre elles avaient pu ouvrir dans le passé. Cette zone géographique ne s'était certes jamais distinguée, dans son ensemble, pour son libéralisme en politique et son respect excessif des droits du citoyen. Mais la grande majorité des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), organisation notoirement désunie, semblent être désormais tous, ou presque, tombés d'accord pour renoncer dans un bel ensemble au modèle de la démocratie à l'occidentale.

Au commencement de l'année 2018, le directeur de l'Institut des études internationales de la prestigieuse université Chulalongkorn de Bangkok, Thitinan Pongsudhirak, a fait cette sombre prédiction dans un article publié sur le site de la *Nikkei Asian Review*, au Japon: «L'année 2018 va marquer le début d'une période durant laquelle les principes d'autoritarisme total [imposés par] de semi-démocraties "illibérales" vont sans doute devenir la norme en Asie du Sud-Est.»

S'il est difficile de se montrer encore plus pessimiste que cet intellectuel thaïlandais pour l'avenir immédiat, force est de constater que, même lorsque subsistent dans la région les apparences d'une sorte de système démocratique, c'est souvent pour dévoyer la lettre, sinon l'esprit, de la démocratie.

En réalité, c'est le modèle de développement postcommuniste chinois – mélange d'autoritarisme en politique et de libéralisme en économie – qui s'est imposé dans la région. Pour l'analyste Joshua Kurlantzick,

du cercle de réflexion américain Council on Foreign Relations, «la Chine offre une alternative viable au [modèle de développement] proposé par les principales démocraties libérales». Il estime que «ce système pose le défi le plus sérieux aux démocraties capitalistes depuis l'émergence du communisme et du fascisme, dans les années 1930». Selon lui, «à la suite de la crise économique globale, les leaders africains, asiatiques et latino-américains étudient de très près le modèle chinois qui, in fine, contribuera au déclin de la démocratie dans leurs propres pays». Exit le «Washington consensus», place au «Beijing consensus»!

Cette évolution est ainsi comparable à celle qui avait été observée en Chine après le massacre de Tiananmen, en 1989: le «contrat social» à la chinoise passé entre le régime pékinois et son peuple assure la stabilité, le Parti communiste garantissant aux citoyens la prospérité. Le «contrat» fait des émules en Extrême-Orient.

En Birmanie, le désenchantement

Depuis le putsch de 1962, la Birmanie était sous la coupe de juntes militaires. Alors, quand, le 1^{er} avril 2016, l'ancienne dissidente et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi prend les rênes du premier gouvernement élu depuis plus de six décennies, on a bien cru que le Myanmar (en birman) allait devenir le symbole même des espoirs démocratiques de toute une région.

Mais les thuriféraires de Suu Kyi, un temps auréolée du statut de «déesse de la démocratie», ont dû déchanter. Sans parler des minorités ethniques de Birmanie (30 % de la population) et des rares intellectuels et activistes birmans des droits de l'homme osant encore, là-bas, critiquer le nouveau régime

«démocratique». Tous sont inquiets de voir que s'est nouée dans leur pays une alliance de fait entre «Daw» (Madame) Suu, l'ancienne bête noire des militaires, et l'armée... La Birmanie constitue l'exemple le plus récent de la dérive générale vers l'autoritarisme en Asie du Sud-Est.

Depuis que les musulmans rohingya ont dû fuir au Bangladesh voisin par centaines de milliers, après avoir été chassés de leurs villages par des opérations de «nettoyage» militaires d'une brutalité inouïe, l'ex-«dame de Rangoun» fait la sourde oreille aux critiques occidentales. Murée dans son bureau de la capitale, Naypyidaw, elle nie les exactions de la soldatesque birmane et semble avoir pris le parti des militaires, tout en conspuant médias internationaux, pays occidentaux, Nations unies et ONG. Même si elle confie en privé que ses relations avec la Tatmadaw (l'armée) restent difficiles et complexes, il y a de quoi être inquiet pour la suite des événements.

Les conséquences du processus de démocratisation mis en place au lendemain de l'«autodissolution» de la junte militaire en 2011 (libération de la plupart des prisonniers politiques, fin de la censure, rétablissement du droit de manifester, etc.) restent cependant, à bien des égards, une réalité. Mais ce processus, encore inachevé, s'accompagne aujourd'hui de l'émergence d'un virulent nationalisme bamar, du nom de l'ethnie majoritaire, que soutiennent et parfois encouragent certains moines extrémistes et antimusulmans du clergé bouddhiste.

Les lois passées au Parlement, dominé par le parti de Suu Kyi (Ligue nationale pour la démocratie, NLD), renforcent de surcroît les restrictions contre les journalistes et les opposants, réduisant les marges de liberté en vigueur au début de la présidence (2011) de l'ancien président Thein Sein. Celui-ci, qui était chef de l'Etat avant que la «Lady» n'ar-

rive au pouvoir, avait lui-même été premier ministre lors des dernières années du régime militaire. Terrible ironie de l'Histoire pour l'ancienne icône mondialisée du symbole de la lutte pour la démocratie : sous son « règne », la situation est, au plan des libertés publiques, moins enviable que durant le gouvernement précédent, régime d'ex-généraux issus de la junte!

Péronisme subtropical aux Philippines

Autre grand pays naguère symbole de l'avènement de libertés postdictatoriales, les Philippines sont en pleine régression : cette nation saluée autrefois pour sa remarquable révolution du « people power » qui détrôna, en 1986, le dictateur Ferdinand Marcos dérive lentement mais sûrement vers une sorte de « péronisme » subtropical. Le nouveau président Rodrigo Duterte, élu en mai 2016, est un personnage haut en couleur, prompt à l'invective – il a traité Barack Obama et le pape de « fils de pute » – dont la carrière s'est faite hors du cercle des élites de Manille.

La campagne antidrogue qu'il a lancée depuis son intronisation est d'une rare violence, même selon les critères philippins : près de 4 000 dealers et consommateurs ont été tués par la police, selon les chiffres officiels, une vingtaine de milliers, selon un sénateur de l'opposition. Cette campagne devrait rester dans l'Histoire comme la marque d'un pouvoir de plus en plus délirant : mi-mars, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al-Husseini, a estimé que le chef de l'Etat philippin devrait se soumettre « à une évaluation psychiatrique ».

La Thaïlande, royaume du putsch permanent

Pays prospère et central de la région, la Thaïlande – ce royaume du coup d'Etat militaire permanent – a souvent été le théâtre de sanglantes répressions orchestrées par des tyrans à casquette. Elle a pourtant été parfois dirigée, dans son histoire récente, par des gouvernements élus et s'était offert le luxe, il n'y a pas si longtemps, d'élire ses parlementaires. En 1997, elle osa même se doter d'une Constitution considérée par beaucoup comme très démocratique. Glisser son bulletin de vote dans l'urne était ainsi devenu, aux dires des Thaïlandais eux-mêmes, chose précieuse et acte désiré.

Mais là aussi, la parenthèse s'est refermée : depuis le 22 mai 2014, date du douzième putsch depuis 1932, la Thaïlande est de nouveau dirigée par un gouvernement de généraux à la compétence et la probité discutables, qui ne cessent de repousser la date des prochaines élections. Quand celles-ci auront

lieu, sans doute début 2019, il est déjà acté que

les militaires resteront, dans l'ombre, les maîtres du pouvoir, grâce au passage par référendum en 2016 d'une nouvelle Constitution.

Cybersécurité au Vietnam

Le tableau n'est pas plus reluisant quand on se déplace encore plus à l'est de cet Orient extrême. Les pays de l'ex-Indochine française (Vietnam, Cambodge, Laos) ont beau n'avoir jamais connu la démocratie, ils ont réussi ces derniers temps à serrer un peu plus les vis du carcan qui muselle les citoyens de ces nations, sous contrôle de partis communistes (Laos et Vietnam), ou sous celui d'un tyran local (le premier ministre Hun Sen au Cambodge).

Au Vietnam, où se poursuit une virulente campagne anticorruption qui a vu des responsables de la compagnie PetroVietnam ainsi qu'un ancien membre du Politburo être condamnés à de lourdes peines de prison, les députés de l'Assemblée ont approuvé, début juin, une loi sur la cybersécurité : celle-ci va permettre aux autorités d'obliger Facebook et Google de retirer dans les vingt-quatre heures tout commentaire critique à l'encontre du régime. Pour Clare Algar d'Amnesty international, « l'espace Internet était le seul endroit où les gens pouvaient échanger des opinions et des idées en étant relativement protégés de la censure. Avec cette loi qui donne au gouverne-

ment des pouvoirs considérables pour contrôler les activités des internautes, il n'y a plus d'espace pour s'exprimer sans crainte ».

Exceptions en Malaisie et en Indonésie

Dans ce paysage régional dévasté sur le plan des libertés politiques, seules l'Indonésie et, très récemment, la Malaisie, avec la victoire surprise de l'opposition aux élections législatives du 8 mai, apparaissent presque comme de curieuses exceptions démocratiques...

Mahathir, 92 ans, ancien premier ministre autoritaire de la Fédération malaisienne entre 1981 et 2003, s'est en effet allié avec une coalition des partis de l'opposition, à la veille du scrutin de début mai, pour « dégauger » le chef du gouvernement Najib Razak. Celui-ci personnifiait depuis neuf ans un régime corrompu, autoritaire et parfois violent à l'égard de ses détracteurs. Ce qui vient d'advenir en Malaisie, après la défaite du parti de « Najib » aux élections, est un tournant remarquable et remarqué. Une « aube nouvelle », comme s'est écrié l'ancien opposant Anwar Ibrahim à sa sortie de prison, le 16 mai. Affaire à suivre.

Quant à l'Indonésie, depuis le renversement du dictateur Suharto en 1997, l'archipel a réussi à consolider ses institutions démocratiques.

Mais les nuages s'accumulent dans

le ciel du plus grand pays musulman de la planète : l'archipel fait face à une redoutable montée de l'intolérance des influents milieux islamo-conservateurs, tout en restant à intervalles plus ou moins réguliers la cible du terrorisme djihadiste. On l'a encore vu récemment lors des sanglants attentats antichrétiens de Surabaya, le 13 mai : 14 morts et des dizaines de blessés.

Comment expliquer ce succès du modèle d'illibéralisme qui émerge ou se consolide, à la manière de ce qui est en train de se passer en Europe de l'Est? Malgré cet effet miroir, cette tendance à l'autoritarisme dans l'Asie tropicale ainsi que le recours à l'utilisation de politiques populistes ont des causes inverses à celles pouvant expliquer les phénomènes semblables au sein de ce qui fut le pré carré de l'ex-URSS. Le professeur Pongsudhirak répond à la question en affirmant que « c'est l'expansion économique dans la région qui permet [aux responsables politiques] d'empêcher la grogne sociale ». Selon cette théorie, ce serait donc l'élévation du niveau de vie – dont il convient de relativiser le succès selon les pays – qui aurait siphonné les aspirations démocratiques de la sphère politique...

La période qui suivit la fin de la guerre froide, incarnée par la chute du mur de Berlin et le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan (1989), avait pu augurer d'une certaine libéralisation politique en Asie du Sud-Est, ré-

gion marquée par l'autocratie des décennies précédentes. L'expert Joshua Kurlantzick rappelle ainsi qu'entre la fin des années 1980 et 2010 la plupart des pays d'Asie du Sud-Est avaient fait des progrès significatifs vers un fonctionnement démocratique.

Outre la fin de la rivalité Est-Ouest, plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution. Selon M. Kurkantzick, « l'émergence de la classe moyenne après quelques décennies de croissance rapide » combinée à la modernisation des technologies de l'information avaient permis à cette même classe moyenne urbanisée « de défier leurs gouvernements autoritaires ». Cela s'appliqua, durant diverses périodes, à la Thaïlande, aux Philippines, à l'Indonésie. Une page semble aujourd'hui s'être tournée.

L'évolution actuelle de l'Asie du Sud-Est n'illustre peut-être pas vraiment le déclin d'un concept de démocratie qui ne s'était jamais solidifiée dans les pays où elle s'était imposée comme système politique : pour qu'il y ait déclin de quelque chose, encore faudrait-il que ce quelque chose eût existé... Comme le remarque Thomas Pepinsky, professeur associé au « Programme Asie du Sud-Est » de l'université Cornell, aux Etats-Unis, « la vraie perspective de l'état de la démocratie [dans la région] n'est pas tant la menace d'une marche arrière [vers l'autoritarisme] : c'est plutôt la force de l'installation d'un autoritarisme durable dans des pays déjà non démocratiques ». ■

Cambodge : fausse démocratie, vraie tyrannie

La dissolution, en 2017, du plus grand parti de l'opposition laisse le champ libre au premier ministre, à l'approche des législatives, le 29 juillet

LA DÉRIVE AUTORITAIRE du Cambodge est l'un des exemples les plus frappants, sinon le plus frappant, de l'évolution de la majorité des pays de l'Asie du Sud-Est vers l'« illibéralisme ». Depuis longtemps, on savait que le royaume cambodgien n'était qu'une démocratie de façade. Un régime quasi autoritaire placé depuis des lustres sous la férule du premier ministre à poigne Hun Sen, ancien Khmer rouge reconverti depuis les années 1990 aux bienfaits de la démocratie libérale – système dont il a su tirer à merveille les avantages.

Désormais, la façade déjà lézardée s'est écroulée et révèle la vraie structure de la maison khmère : une fausse démocratie et une vraie tyrannie, où un Parlement croupion et des élections sans réelle opposition servent de faire-valoir. L'économie est phagocytée par la famille de Hun Sen, au pouvoir depuis trente-trois ans – et qui a bien l'intention de s'y accrocher, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

La Chine a apporté 36 % des 632 millions d'euros d'aide reçus par le Cambodge en 2016, quatre

fois plus que les Etats-Unis. Elle est le premier investisseur dans le pays, où elle a dépensé 4,6 milliards d'euros ces cinq dernières années. En 2016, la Chine est devenue la première source d'investissements de capitaux au Cambodge, devant les Cambodgiens eux-mêmes.

En retour, à chaque réunion des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), Hun Sen empêche toute tentative de communiqué critique de la Chine et de sa politique d'expansion territoriale dans les îlots disputés de la mer de Chine méridionale.

C'est la dissolution forcée du plus grand parti de l'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), qui a sonné le glas de la « démocratie » cambodgienne, le 16 novembre 2017. Ce parti, cofondé par le Franco-Cambodgien Sam Rainsy, qui vit désormais en exil à Paris, était accusé par une justice aux ordres du pouvoir de « *conspiration avec les Etats-Unis et d'autres puissances étrangères* » dans le but de fomenter une « *révolution* ».

Ces accusations ont été rejetées par Washington et les représentants du PSNC, la seule « preuve » de la « conspiration » étant que le président du parti, Kem Sokha, aurait été entendu évoquer avec des Américains non identifiés la nécessité pour les Etats-Unis de soutenir un mouvement prodémocratique au Cambodge. Le 3 septembre 2017, Kem Sokha était arrêté sous l'accusation de « *trahison* ». Il est à ce jour encore emprisonné. Dans son jugement de dissolution du PSNC, la Cour suprême cambodgienne avait aussi décrété que 118 membres de ce parti resteraient inéligibles pour cinq ans.

Des scores de type soviétique

Hun Sen a désormais le champ libre à l'approche des élections législatives du 29 juillet. Celles-ci devraient donc apporter à la formation du premier ministre, le Parti du peuple cambodgien (PPC), une confortable victoire, avec des scores de type soviétique. Déjà, en février, les élections sénatoriales au suffrage indirect

ont vu le PPC rafler 58 sièges sur les... 58 sièges du Sénat.

Le tour de vis fait par le régime s'explique par les résultats des dernières élections législatives, en 2013 : le PPC ne les avait remportées que d'une courte tête, perdant 23 sièges par rapport aux élections précédentes de 2008. Il avait aussi enregistré son plus mauvais résultat depuis celles de 1998. Un camouflet pour le chef du gouvernement qui interpréta alors, à juste titre, le médiocre résultat de sa formation comme un coup de semonce à sa politique.

Il lui fallait donc agir, et c'est ce qu'il a fait. L'appui de la Chine lui a, semble-t-il, donné des ailes. Les observateurs notent que les incohérences et l'absence de véritable « doctrine » politique américaine en Asie du Sud-Est sous Donald Trump ont aussi laissé le champ libre à l'homme fort du Cambodge.

Les choses auraient cependant pu se passer autrement, car l'évolution du Cambodge n'a pas toujours mené le pays dans la mauvaise direction au plan des libertés. Comme le souligne le

doctorant cambodgien Kongkea Chheun dans un article publié récemment sur le site The Diplomat, la « *démocratie cambodgienne avait fait des progrès ces dernières années* ». Le chercheur détaille les raisons qu'il y avait à se réjouir : « *L'économie avait continué de progresser de façon extraordinaire, avec une croissance soutenue de 7 % depuis 1993, la pauvreté avait baissé et l'inégalité décliné.* »

Kongkea ajoute que, grâce aux réformes lancées par le pouvoir depuis deux décennies, notamment en termes de décentralisation, le gouvernement s'était vu plus enclin à « *rendre des comptes* ». Le jugement de l'un des biographes de Hun Sen, Sebastian Strangio, auteur de *Hun Sen's Cambodia* (University of Yale University Press, 2014, non traduit), est sans appel : les dernières décisions prises par le premier ministre « *consistent à en finir avec toute velléité démocratique, et à consolider une ère de domination assumée du parti unique.* »

Hun Sen est désormais plus que jamais déterminé à ne pas quitter

le pouvoir, qu'il veut sans partage. Une inclination qui n'est pas nouvelle. Dans ses passionnants Mémoires, *La diplomatie n'est pas un dîner de gala* (éd. L'Aube, 952 p., 29,90 €), le diplomate Claude Martin, ancien responsable de l'Asie au Quai d'Orsay, ex-ambassadeur de France en Chine et en Allemagne, rapporte un entretien privé qu'il a eu en 1990 à Phnom Penh avec celui qui était déjà le premier ministre du Cambodge.

« *Vous voulez démanteler mon gouvernement ?* », lança Hun Sen à Claude Martin, à l'approche de l'accord de Paris, qui conduirait, un an plus tard, à la mise sous tutelle du pays sous l'égide des Nations unies jusqu'à l'organisation d'élections (tout en laissant, en réalité, le pouvoir à Hun Sen). « *Le propos [de Hun Sen] m'inquiéta, écrit l'ancien diplomate. Le chef du "Kampuchéa populaire" [appellation d'alors du Cambodge] allait tout faire, je le sentais, pour garder le pouvoir.* » C'est exactement ce qu'il s'est passé. ■

B. P.
(BANGKOK, CORRESPONDANT)